

Que mille et une radios libres fleurissent !

Pour conserver une bande FM libre et accessible à toutes et tous ! Les ondes sont à nous !

Mardi 21 octobre, le gouvernement annonçait dans son projet de loi de finances du ministère de la culture le **retrait de 44% des aides au Fond de soutien à l'expression radiophonique locale (FSER)**, passant de 35,3 millions d'euros en 2025 à 19,6 millions d'euros en 2026. Déjà en 2025, le gouvernement avait menacé de baisser de 11 millions d'euros les aides aux radios locales et s'était incliné face à une mobilisation d'envergure.

Depuis 1982, dans le sillage de la libéralisation des ondes, le FSER permettait aux radios non commerciales de pouvoir émettre sur la bande FM. Aujourd'hui, **le FSER représente la majorité des ressources de plus de 750 radios associatives** (jusqu'à 80% en fonction du nombre de salarié·es ou du type de diffusion). Ces radios sont aujourd'hui menacées d'être réduites au silence par les projets de loi de finance successifs.

Si le Sénat a adopté vendredi 12 décembre un amendement remontant de 15,7 millions d'euros les crédits du FSER prévu dans le PLF 2026, pour les porter au niveau de l'année 2025, l'horizon ne semble pas dégagé. Après la tentative de baisse drastique du FSER de l'an passé, nous constatons que les radios associatives deviennent depuis quelques années une **variable d'ajustement de l'équilibre du budget du ministère de la Culture**, pour redonner plus de fric aux grands propriétaires de médias. Plus largement, depuis la **suppression de la taxe affectée au FSER** (taxe parafiscale automatique sur les sommes payées par les annonceurs pour la diffusion de messages publicitaires par voie de radiodiffusion sonore et de télévision) en 2009 et sa **transformation en ligne budgétaire** soumise aux arbitrages du gouvernement, les radios associatives ont perdu en autonomie financière et sont devenues plus dépendantes des changements politiques.

Le couperet financier se produit alors que les pressions pour supprimer la bande FM, telle qu'on la connaît, au profit de la radio numérique (DAB+), se multiplient. Cette évolution circonscrirait encore davantage l'usage de la radio, en empêchant de fait l'usage pirate et libre des ondes qui ont fait des radios associatives ce qu'elles sont aujourd'hui.

Il faut aussi souligner le caractère contradictoire et cynique d'une mesure qui vise à supprimer l'ensemble des moyens de survie des radios associatives tout en criant sur tous les toits les vertus de la liberté d'expression. **Le gouvernement dissimule sa volonté de mettre à mort les radios libres au profit d'une privatisation totale du champ médiatique.**

Cette annonce s'inscrit dans un **contexte plus large d'austérité économique et d'accaparement des médias** qui se poursuit jusque sur le terrain des radios associatives. Outre la disparition d'un secteur d'emploi local, la baisse des aides du FSER entraîne de fait la disparition d'une majorité de plateformes permettant l'existence de discours contestataires et critiques vis à vis des positions actuelles du gouvernement et de la fascisation générale du débat public.



Nous exigeons :

- Un fond de soutien inconditionnel
- Une augmentation du fond de soutien pour permettre l'émergence de nouvelles radios associatives
- Garder la bande FM libre et accessible pour toutes et tous

Vous êtes une radio ou une émission de radio ? Signez cette tribune avec nous (par mail en écrivant à [site\[at\]radiocanut.org](mailto:site[at]radiocanut.org))